

■ Propos recueillis par Jean-Marc POCHÉ

Bruno Dubarry, directeur de l'Association Mauritian Manufacturers :

« Nous devons avoir des ambitions nationales

Le CEO de l'Association of Mauritian Manufacturers (AMM), Bruno Dubarry, qui a reçu Le Mauricien dans les nouveaux locaux de Made in Moris cette semaine, souligne l'importance d'avoir des ambitions nationales en ce qui concerne l'alimentation. Dans ce contexte, il propose l'introduction d'une approche "filiales" dans des domaines comme la production de fruits et légumes, et la pêche. « La filière interprofessionnelle permet à plusieurs professions ainsi que les éleveurs, les producteurs, les transformateurs et les distributeurs de se connecter pour créer un ensemble cohérent », souligne-t-il.

Comment se présentent les entreprises locales après la reprise des activités à Maurice ?

Pour ce qui est de la reprise dans le secteur manufacturier, il n'y a jamais eu d'interruption. Depuis le premier confinement, il y a eu une demande permanente pour les produits locaux. Dans beaucoup d'entreprises, priorité a été

accordée aux produits de base avec moins de valeurs ajoutées. La demande hôtelière et la restauration étaient en baisse, voire quasi nulle. Cependant, la demande du grand public était stable et n'a jamais connu d'interruption. Cela a été une période de requestionnement, surtout sur ce que seront les prochaines années en termes de développement qui avait été an-

ticipé, en termes de lancement de nouvelles gammes et de stratégies d'exportation.

Les entreprises n'ont pas changé leurs plans. Elles ont toutefois dû réduire leur budget de développement et d'investissement. Il y en a qui ont développé des gammes à des prix encore plus réduits, moins élaborés et moins concentrés en intrants et en matières premières. Comme des emballages très simples. Les entreprises s'adaptent. Maintenant que l'hôtellerie reprend, et j'espère crescendo, cela permettra d'avoir une panoplie encore plus diversifiée localement.

En matière d'emploi, je ne suis pas sûr que tout le monde retrouve un travail comme il en avait en 2019. J'ai cru comprendre aussi que dans certains secteurs, que ce soit dans le tourisme ou dans d'autres industries manufacturières, certains n'ont pas envie d'y retourner afin de retrouver le même mode de travail. Par conséquent, ils se lancent dans plein de choses, dont l'entrepreneuriat.

Quels sont les types d'industries que regroupe l'Association of Mauritian Manufacturers ?

On a à peu près 11 secteurs très diversifiés, à commencer par tout ce qui tourne autour de l'agroalimentaire (aliments, boissons...). Il y a le secteur des emballages plastiques ou carton, celui des impressions sur différents supports... Nous avons également des chantiers de construction de bâtiments et des travaux publics. D'autres entreprises sont engagées dans la chimie, comme la production de gaz à usage différent. Nous accueillons aussi des producteurs de peintures, de détergents et de vernis, ainsi que de produits ménagers, ou encore des usines de textiles spéciaux, des entreprises engagées dans les travaux des métaux, du bois.

Depuis deux ou trois ans, nous avons des recycleurs. Nous avons un cahier de charge qui permet d'intégrer d'autres secteurs, comme l'industrie de

la restauration, l'industrie hôtelière, l'industrie culturelle. Nous insistons sur la qualité entrepreneuriale, qui permet de regrouper l'ensemble des secteurs sous le label "Made in Moris". Nous sommes maintenant une maison de production locale couvrant un public beaucoup plus large, et avec lequel on pourra construire des connexions plus fortes. Nous essayons d'agir sur tout l'écosystème afin de faire en sorte qu'il y ait plus d'interdépendance et plus de valeur ajoutée créée localement, tout en réduisant la dépendance de l'extérieur, qui comprend plus de risque dans la mesure où il y a des surcoûts qu'on ne maîtrise pas.

Nous avons un potentiel local considérable, même si on ne peut pas prétendre remplacer les importations. Actuellement, la production locale représente 20% des besoins alimentaires et quelque 5% du PIB et mobilise quelque 40 000 emplois. On peut cependant bonifier les relations de travail et avoir une approche de filière à laquelle nous apportons notre soutien. Nous préférons cette approche au lieu d'avoir une forêt d'acteurs qui font un peu de tout de façon déconnectés. Nous encourageons les entreprises à avoir une approche spécialisée tout en restant interconnectée. Il y a donc un accompagnement à mettre en place.

D'où la nécessité d'avoir une réforme des structures... ?

L'économie mauricienne s'est diversifiée en ajoutant un certain nombre de secteurs. Il y a actuellement une quinzaine de secteurs. Mais à un moment donné, on voit qu'on est dépendant de l'extérieur. Or, nous n'avons pas de frontière terrestre avec nos voisins et nous dépendons de la connectivité aérienne et maritime. Et la région ne représente que 5% du trafic maritime mondial. Ce qui n'est pas une priorité pour les grandes compagnies maritimes. Avec pour résultats que les entreprises mauriciennes accumulent

des coûts et des contraintes.

Nous sommes actuellement dans une situation exceptionnelle, avec ce que cela représente sur les coûts du fret. Nous sommes confrontés aux risques qui nous menacent au niveau de la "supply chain", car à n'importe quel moment les pays fournisseurs peuvent se retrouver dans une situation de confinement. On ne peut pas viser l'endettement comme un moyen de sauvetage. Il importe de développer des solutions plus localisées et régionalisées en réduisant sa part d'intrants et de services importés, et en cherchant à s'approvisionner localement. Or, l'entreprise, n'a pas été structurée de cette manière. Ce n'est pas uniquement une volonté entrepreneuriale qui va modifier les choses. Il faut qu'au niveau de réglementations et des lois, il y ait un cadre qui sécurise et encadre ce secteur.

« Nous sommes maintenant une maison de la production locale couvrant un public beaucoup plus large avec lequel on pourra construire des connexions plus fortes. Nous essayons d'agir sur tout l'écosystème afin de faire en sorte qu'il y ait plus d'interdépendance et plus de valeur ajoutée créée localement et de réduire la dépendance de l'extérieur. »

Lorsqu'on regarde le domaine de l'élevage de poulets, on voit qu'il y a une approche filière de la coopérative d'élevage à la transformation, à la spécialisation des produits. Il est important maintenant de voir comment introduire cette approche filière dans d'autres domaines, comme pour les fruits et légumes, ou la pêche. La filière interprofessionnelle permet à plusieurs professions ainsi que les éleveurs, les producteurs, les transformateurs et les distributeurs de se connecter pour créer

un ensemble cohérent. Elle permet de concentrer les valeurs ajoutées localement sans trop dépendre de l'extérieur. Cette démarche aurait pu permettre de développer des volumes et des marques.

Vous parlez surtout du secteur agroalimentaire...

L'agroalimentaire est un secteur très développé et constitue une sécurité pour le territoire. Il a aussi un potentiel de développement à l'exportation, car c'est un des secteurs les plus anciens en termes de diversification et de savoir-faire. On a intérêt à reconnecter l'industrie de transformation agricole. Cette industrie est déconnectée par manque d'encouragement. Le développement de filières dans ce domaine permettrait d'avoir une industrie plus dense et plus sécurisée. Ce ne sera pas de l'argent gaspillé. Au contraire, ce concept pourrait encourager les opérateurs à avoir des investissements croisés.

Ce qui n'est donc pas, selon vous, le cas en ce moment ?

Il existe peu. Il n'y a pas un programme national, comme cela a été le cas pour diverses filières. Ces filières auraient permis aux entreprises locales de tenir le coup par rapport aux produits importés. Cela lui aurait permis de régler le problème de déconnexion des secteurs et aurait pu créer une stabilité dans le coût de production, et on serait plus à l'abri des variations des coûts venant de l'extérieur et qui découragent les entrepreneurs.

Vous pensez donc qu'il faudrait une réforme de notre système alimentaire ?

On observe des flambées des prix sur les matières premières, sur les emballages, sur le transport, etc. C'est le consommateur qui paie à la fin. Le gouvernement peut intervenir ponctuellement pour contrôler les prix de base ou en accordant des subsides, mais ce ne sont pas des solutions

fortes en ce qui concerne l'alimentation »



technique doit être enclenché afin d'optimiser les ressources du public et du privé.

En ce qui concerne la région, la Commission de l'océan Indien (COI) a déjà enclenché un travail sur la sécurité alimentaire. Qu'en pensez-vous ?

Nous avons travaillé indirectement et avons cherché à développer des réseaux de partage sur le virus, sur la qualité, sur la sûreté. La COI s'est jusqu'ici concentrée sur les discussions impliquant les États, les institutions et les organisations internationales. La contribution du secteur privé est malheureusement sous-évaluée. Le développement des filières de production entre les cinq îles de l'océan Indien aurait pris en compte des productions, la transformation, l'exportation des matières premières au niveau régional, etc., avec la participation du privé. Elles auraient pu créer un marché captif nécessaire pour justifier un réseau de transport maritime au niveau de la région.

Quel rôle l'AMM peut jouer dans ce processus ?

L'AMM est responsable du dossier de la sécurité alimentaire au sein du Joint Public Private Committee qui a été instauré. Ce comité indique qu'il y a un consensus sur la nécessité d'une approche collaborative. Ce comité devrait déboucher sur une approche interministérielle pour écrire une feuille de route sur la politique alimentaire pour les dix prochaines années. On pourrait éventuellement alors identifier disons huit ou dix filières clés dans lesquelles on considère que des progrès sont réalisables. On pourrait également voir comment réduire les factures d'importation, créer de l'activité économique, développer une forme de coopération avec les pays voisins, où des opportunités d'exportation pourraient se présenter. Ce travail de fond n'a pas encore été effectué.

Quel rôle les grands supermarchés peuvent avoir dans le dévelop-

pement des filières dont vous parlez ?

En matière de sécurité alimentaire, il y a une déconnexion des intérêts entre les parties concernées. Il faut un engagement commun de la part des producteurs et, d'autre part, de la grande distribution. À travers un dialogue, les supermarchés auraient pu par exemple définir leurs besoins en termes de produits agricoles, comme des légumes surgelés, des fruits

surgelés ou des produits laitiers, et accorderaient une attention spéciale à ces produits locaux.

Le développement de nouvelles filières doit reposer sur un travail commun pour avoir une sécurité alimentaire optimale qui offre des opportunités pour les producteurs et la grande distribution. Or, cela n'existe pas. On ne pourra pas avancer sur la question de la sécurité alimentaire sans compromis et convergence des intérêts,

sans réglementation. On n'est pas en train d'assurer l'intérêt général de cette façon.

Le mot de la fin...

Il faudrait dans un premier temps se focaliser sur deux ou trois filières pilotes et développer notre base d'intrants et de matières premières. C'est cela la clé. Et si ce n'est pas des choses traditionnelles qu'il faut planter et cultiver, il faut penser aux nouvelles variétés et à l'innovation.

viables, ni pour les consommateurs, ni pour les importateurs, les producteurs, les exportateurs, ni même les caisses de l'État. Il y a urgence à réformer notre système alimentaire au-delà de l'aspect sanitaire.

Comment procéder afin d'atteindre cet objectif ?

Il faut que tous les acteurs, producteurs, importateurs, et la grande distribution se réunissent et définissent un accord sur le développement des nouvelles filières. Nous pouvons utiliser le dialogue public/privé, qui a bien démarré, pour définir avec tous les acteurs et exprimer des ambitions nationales claires sur l'alimentation.

Vous semblez réservé concernant les subsides accordés par le gouvernement en vue de maintenir les prix...

Dans le contexte actuel, les coûts vont rester élevés pour la grande consommation, au point où les subsides fixés pour six mois sont insuffisants. Or, les subsides ne peuvent pas être fixés dans le temps. Ce sont des sujets à toutes sortes de dynamiques, dont la hausse des matières premières, du fret, et des fluctuations de la chaîne d'approvisionnement en raison du Covid. Il faut regarder les subsides pour ce qu'ils sont : le symptôme de notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Alors que la solution réside dans la réforme de notre système alimentaire, comme je l'ai dit plus tôt.

Nous devons avoir des ambitions nationales fortes en ce qui concerne l'alimentation. Il faut les définir et les exprimer ensemble. Le statu quo n'offre pas de garanties. Ni pour le consommateur, ni pour l'importateur, ni pour le producteur et encore moins pour les fonds publics.

Que propose l'AMM ?

L'État a déjà enclenché un travail et il faut qu'il mette les choses en perspectives. Ce ne sont pas le contrôle des prix ou les subsides qui vont enlever la pression sur les importateurs et le secteur public. Une politique d'importation nationale par le biais de la STC n'est pas une garantie d'amélioration de la sécurité d'approvisionnement. En vérité, cette politique consisterait à déplacer le problème, qui passera des acteurs économiques à l'État. Cette institution rencontrera les mêmes problèmes que les importateurs privés et il n'est pas dit qu'elle pourra offrir de meilleurs prix et ne rencontrera pas des problèmes de livraison.

Il nous faut un État directeur qui exprime les priorités issues d'un dialogue national sur l'alimentation. Les produits importés peuvent ne pas correspondre à la demande du moment. C'est une direction dangereuse que prendrait le gouvernement. À travers ce dialogue, nous pourrions décider ce que nous devons produire sur notre territoire, dans la région et à l'international. Un travail